

devant être exercées par l'Organisation des Nations Unies,

c) L'Union sud-africaine agissant seule n'a pas compétence pour modifier le statut international du Territoire du Sud-Ouest africain,

Notant avec une profonde inquiétude qu'au cours de ces dernières années le Territoire a été administré d'une manière de plus en plus contraire au Mandat, à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux avis consultatifs de la Cour internationale de Justice et aux résolutions de l'Assemblée générale,

Ayant reçu le sixième rapport⁹ que le Comité du Sud-Ouest africain lui a soumis conformément à la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale, en date du 28 novembre 1953,

Prenant note en outre de la conclusion du Comité selon laquelle il est essentiel pour le bien-être et la sécurité des populations du Sud-Ouest africain que l'administration du Territoire soit modifiée sans retard¹⁰,

Ayant entendu également les déclarations des pétitionnaires qui corroborent les conclusions et les opinions du Comité du Sud-Ouest africain sur la situation du Territoire dans les domaines politique, social, économique et de l'enseignement,

Considérant en outre que, si les anciens territoires sous mandat placés sous le régime international de tutelle ont rapidement progressé vers l'indépendance, la situation dans le Territoire du Sud-Ouest africain se présente sous un jour tout différent,

1. *Prend note* de la déclaration que le représentant de l'Union sud-africaine a faite à la 924^{ème} séance de la Quatrième Commission, le 26 octobre 1959, dans laquelle il a fait savoir notamment que l'Union était prête à entamer des discussions avec l'Organisation des Nations Unies;

2. *Invite* le Gouvernement de l'Union sud-africaine à entamer des négociations avec l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire du Comité du Sud-Ouest africain, que son mandat habilite à poursuivre des négociations avec l'Union, ou par l'intermédiaire de tout autre comité que l'Assemblée générale pourrait nommer, en vue de placer le Territoire sous mandat sous le régime international de tutelle;

3. *Prie* le Gouvernement de l'Union sud-africaine de soumettre à l'examen de l'Assemblée générale, lors de sa quinzième session, des propositions qui permettront au Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain d'être administré conformément aux principes et aux buts du Mandat, les fonctions de surveillance étant exercées par l'Organisation des Nations Unies conformément aux termes et à l'esprit de la Charte;

4. *Approuve* le rapport du Comité du Sud-Ouest africain et le recommande de manière pressante à l'attention du Gouvernement de l'Union sud-africaine;

5. *Prie* le Comité du Sud-Ouest africain, ou tout autre comité qui pourrait être nommé conformément au paragraphe 2 ci-dessus, de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quinzième session, en plus du rapport annuel sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest africain, un rapport sur les négociations avec le Gouvernement de l'Union.

*838^{ème} séance plénière,
17 novembre 1959.*

⁹ *Ibid.*, Supplément No 12 (A/4191).

¹⁰ *Ibid.*, Supplément No 12 (A/4191), par. 233.

1361 (XIV). Action juridique permettant d'assurer le respect des obligations assumées par l'Union sud-africaine en ce qui concerne le Territoire du Sud-Ouest africain

L'Assemblée générale,

Rappelant l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, en date du 11 juillet 1950, sur le statut international du Sud-Ouest africain²,

Rappelant que, par sa résolution 449 A (V) du 13 décembre 1950, elle a accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice,

Rappelant en outre que, par sa résolution 1142 A (XII) du 25 octobre 1957, elle a félicité le Comité du Sud-Ouest africain de son rapport spécial¹¹ sur l'action juridique qui pourrait être entreprise à cet égard et qu'elle a, en particulier, appelé l'attention des Etats Membres sur l'action juridique prévue à l'article 7 du Mandat considéré conjointement avec l'Article 37 du Statut de la Cour internationale de Justice,

Appelle l'attention des Etats Membres sur les conclusions du rapport spécial du Comité du Sud-Ouest africain concernant l'action juridique dont disposent les Etats Membres en renvoyant pour décision à la Cour internationale de Justice, conformément à l'article 7 du Mandat considéré conjointement avec l'Article 37 du Statut de la Cour, tout différend avec l'Union sud-africaine relatif à l'interprétation ou à l'application du Mandat pour le Sud-Ouest africain.

*838^{ème} séance plénière,
17 novembre 1959.*

1362 (XIV). Rapport du Comité de bons offices pour le Sud-Ouest africain

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport¹² que le Comité de bons offices pour le Sud-Ouest africain a établi conformément à la résolution 1243 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 30 octobre 1958,

1. *Prend acte* du rapport du Comité de bons offices pour le Sud-Ouest africain;

2. *Exprime ses remerciements* aux membres du Comité pour leurs efforts.

*838^{ème} séance plénière,
17 novembre 1959.*

1409 (XIV). Rapport du Conseil de tutelle

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Conseil de tutelle pour la période du 2 août 1958 au 6 août 1959¹³,

1. *Prend acte* du rapport du Conseil de tutelle;

2. *Recommande* que le Conseil de tutelle, lors de ses délibérations futures, tienne compte des observations et suggestions formulées au cours de la discussion du rapport à la quatorzième session de l'Assemblée générale.

*846^{ème} séance plénière,
5 décembre 1959.*

¹¹ *Ibid.*, douzième session, Supplément No 12A (A/3625).

¹² *Ibid.*, quatorzième session, Annexes, point 38 de l'ordre du jour, document A/4224.

¹³ *Ibid.*, quatorzième session, Supplément No 4 (A/4100).